

Journal officiel

de l'Union européenne

C 361



Édition
de langue française

Communications et informations

54^e année
10 décembre 2011

Numéro d'information Sommaire Page

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2011/C 361/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	1
2011/C 361/02	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.6409 — Gazprom Schweiz/Promgas) ⁽¹⁾	6

IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Conseil

2011/C 361/03	Conclusions du Conseil du 27 octobre 2011 sur la formation judiciaire européenne	7
2011/C 361/04	Conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la détection précoce et le traitement des troubles de la communication chez l'enfant, y compris grâce à l'utilisation d'outils de santé en ligne et de solutions innovantes	9

FR

Prix:
3 EUR

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(suite au verso)

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	Page
2011/C 361/05	Conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant	11

Commission européenne

2011/C 361/06	Taux de change de l'euro	14
---------------	--------------------------------	----

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2011/C 361/07	Informations communiquées par les États membres concernant la fermeture de pêcheries	15
2011/C 361/08	Informations communiquées par les États membres concernant la fermeture de pêcheries	16

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2011/C 361/09	Aide d'État — Allemagne — Aide d'État SA.32169 (11/C) (ex 10/N) — LIP — Aide à Volkswagen Sachsen GmbH — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE ⁽¹⁾	17
2011/C 361/10	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.6414 — Itochu/Tessengerlo Chemie/Siemens Project Ventures/T-Power JV) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	29



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

*(Communications)*COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 107 et 108 du TFUE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 361/01)

Date d'adoption de la décision	13.7.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	NN 18/09
État membre	Pays-Bas
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Vrijstelling van vliegbelasting
Base juridique	Wet belastingen op milieugrondslag (Art 36r-36 rg)
Type de la mesure	—
Objectif	—
Forme de l'aide	—
Budget	—
Intensité	Mesure ne constituant pas une aide
Durée	1.7.2008-1.7.2009
Secteurs économiques	Transports
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministerie van Financiën PO Box 20201 2500 EE Den Haag NEDERLAND
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	18.10.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.31861 (11/N)
État membre	Irlande
Région	All regions
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Biomass electricity generation
Base juridique	Electricity Regulation Act 1999
Type de la mesure	Régime
Objectif	Protection de l'environnement
Forme de l'aide	Transactions effectuées à des conditions qui ne sont pas celles du marché
Budget	Dépenses annuelles prévues: 70 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 1 050 Mio EUR
Intensité	100 %
Durée	jusqu'au 31.12.2015
Secteurs économiques	Électricité, gaz et eau
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Department of Communications, Energy and Natural Resources 29-31 Adelaide Road Dublin 2 IRELAND
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	5.10.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.31953 (11/N)
État membre	Pologne
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Budowa terminalu regazyfikacyjnego skroplonego gazu ziemnego w Świnoujściu – instalacja rozładunkowa i regazyfikacyjna
Base juridique	1) Ustawa z dnia 6 grudnia 2006 r. o zasadach prowadzenia polityki rozwoju; 2) Ustawa z dnia 24 kwietnia 2009 r. o inwestycjach w zakresie terminalu regazyfikacyjnego skroplonego gazu ziemnego w Świnoujściu; 3) Polityka energetyczna Polski do 2030 r. – dokument przyjęty przez Radę Ministrów w dniu 10 listopada 2009 r.; 4) Polityka dla przemysłu gazu ziemnego z dnia 20 marca 2007 r.; 5) Program Operacyjny Infrastruktura i Środowisko, Narodowe Strategiczne Ramy Odniesienia 2007–2013; 6) Program Operacyjny Infrastruktura i Środowisko, Narodowe Strategiczne Ramy Odniesienia 2007–2013, Szczegółowy opis priorytetów, Działanie 10.1; 7) Lista indywidualnych projektów kluczowych dla Programu Operacyjnego Infrastruktura i Środowisko; 8) Kryteria wyboru projektów w POliŚ – Działanie X

Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Développement sectoriel
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Montant global de l'aide prévue: 926 Mio PLN
Intensité	57 %
Durée	2011-2015
Secteurs économiques	Électricité, gaz et eau
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Instytut Nafty i Gazu ul. Lubicz 25a 31-503 Kraków POLSKA/POLAND
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	5.10.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.31981 (11/N)
État membre	Pays-Bas
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Aanloopsteun voor nieuwe gecombineerdvervoerdiensten op basis van het Twin hub spoorwegnet
Base juridique	Het aanstaande besluit van het monitoring comité van het INTERREG IVB-Noordwest Europa programma
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Développement sectoriel
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,45 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 1,8 Mio EUR
Intensité	30 %
Durée	1.12.2011-30.9.2015
Secteurs économiques	Transports ferroviaires
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Caisse des dépôts et consignations 15 Quai Anatole 75356 Paris 07 SP FRANCE (L'unique organisme de paiement pour l'ensemble du programme INTERREG)
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	3.10.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.32029 (10/N)
État membre	Allemagne
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Regelung zur vorübergehenden Gewährung von niedrigverzinslichen Darlehen zur Herstellung „grüner Produkte“ im Geltungsbereich der Bundesrepublik Deutschland während der Finanz- und Wirtschaftskrise
Base juridique	Ziffer 2.5 der Mitteilung der Europäischen Kommission Änderung des Vorübergehenden Gemeinschaftsrahmens für staatliche Beihilfen zur Erleichterung des Zugangs zu Finanzierungsmitteln in der gegenwärtigen Finanz- und Wirtschaftskrise
Type de la mesure	Régime
Objectif	Protection de l'environnement
Forme de l'aide	Prêt à taux réduit
Budget	Dépenses annuelles prévues: 200 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 200 Mio EUR
Intensité	—
Durée	1.1.2011-31.12.2011
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Behörden von Bund, Ländern und Gemeinden
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Date d'adoption de la décision	30.9.2011
Numéro de référence de l'aide d'État	SA.33210 (11/N)
État membre	Royaume-Uni
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Feed-in Tariffs to support the generation of renewable electricity from low carbon sources
Base juridique	Energy Act 2008 SS 41-43
Type de la mesure	Régime

Objectif	Protection de l'environnement, économies d'énergie
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Montant global de l'aide prévue: 3 100 Mio GBP
Intensité	100 %
Durée	jusqu'au 1.4.2037
Secteurs économiques	Energie
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Department of Energy and Climate Change 3 Whitehall Place London SW1A 2HH UNITED KINGDOM
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.6409 — Gazprom Schweiz/Promgas)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 361/02)

Le 2 décembre 2011, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
 - sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>), qui offre un accès en ligne au droit communautaire, sous le numéro de document 32011M6409.
-

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

CONSEIL

Conclusions du Conseil du 27 octobre 2011 sur la formation judiciaire européenne

(2011/C 361/03)

DE L'UNION EUROPÉENNE:

a) Rappelant les articles 81, paragraphe 2, point h), et 82, paragraphe 1, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui établissent pour la première fois une compétence spécifique pour le «soutien à la formation des juges et du personnel judiciaire» en matière civile et pénale;

b) Rappelant le programme de Stockholm — une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens, qui souligne que, «pour favoriser l'émergence d'une véritable culture européenne en matière judiciaire et de maintien de l'ordre, il est essentiel de renforcer la formation sur les questions relatives à l'UE et de la rendre accessible systématiquement à toutes les professions participant à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice»;

c) Rappelant la résolution du Conseil (2008/C 299/01) sur la formation des juges, procureurs et personnels de justice dans l'Union européenne;

d) Rappelant la résolution du Parlement européen, du 9 juillet 2008, sur le rôle du juge national dans le système judiciaire européen (2009/C 294 E/06);

DE L'UNION EUROPÉENNE:

1. Accueille avec satisfaction la communication de la Commission intitulée «Susciter la confiance dans une justice européenne: donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne»⁽¹⁾, qui souligne l'importance d'améliorer le niveau de connaissance du droit de l'UE et de développer la confiance mutuelle entre les praticiens du droit pour permettre la bonne mise en œuvre du droit de l'UE et une coopération judiciaire transfrontière rapide d'un État membre à l'autre.

2. Souligne la contribution que la formation judiciaire européenne pourrait apporter à l'émergence d'une véritable

culture judiciaire européenne, fondée sur le respect des différents systèmes et traditions juridiques des États membres.

3. Soutient résolument les efforts qui devront encore être accomplis pour la formation des juges, des procureurs et des personnels de justice au droit européen et à son application.

4. Est favorable à ce que la formation soit accessible à d'autres praticiens du droit, tels que les huissiers, les notaires et les avocats.

5. Souligne que la formation ne devrait pas porter atteinte à l'indépendance de ces professions juridiques.

6. Estime que la qualité de la formation doit être la valeur de référence pour l'évaluation des formations dispensées et se félicite de l'intention de la Commission de centrer son attention sur les domaines prioritaires, en tenant compte des priorités d'action de l'UE et de la complexité d'instruments spécifiques. Le rapport coût/efficacité devrait également entrer en ligne de compte.

7. Estime lui aussi qu'il y a lieu de mettre à profit les structures, organismes et réseaux existants, en particulier le réseau européen de formation judiciaire (REFJ).

8. Se félicite de ce que le rôle essentiel joué par les structures de formation au niveau national pour les juges, les procureurs et les autres praticiens du droit ait été reconnu, et constate avec satisfaction que la communication mentionne le rôle de la coopération régionale dans l'élaboration des meilleures pratiques et de nouvelles méthodes de formation.

⁽¹⁾ COM(2011) 551 final.

9. Le Conseil invite les États membres:
- à encourager activement un accès systématique à la formation initiale et continue sur l'acquis de l'Union pour les praticiens du droit, les invitant à une réflexion sur la façon dont la législation nationale et la législation de l'UE interagissent et influent sur leur pratique courante;
 - à promouvoir activement la possibilité, pour les praticiens du droit, en particulier les juges et les procureurs, de bénéficier d'au moins une semaine de formation sur l'acquis et les instruments de l'Union au cours de leur carrière;
 - à encourager les organisations professionnelles de praticiens du droit à promouvoir auprès de leurs membres la participation aux activités de formation continue;
 - à aider leurs organismes nationaux chargés de la formation des juges, des procureurs et du personnel de justice à étendre la formation concernant le droit de l'Union européenne et les systèmes juridiques nationaux, et à proposer des formations aux niveaux local, régional et national;
 - à encourager les structures nationales de formation judiciaire à partager avec la Commission, sur une base annuelle, si possible par l'intermédiaire du REFJ, des informations sur les formations existantes concernant le droit de l'UE et sur le nombre de praticiens formés;
 - à encourager les organisations professionnelles nationales du domaine juridique à informer la Commission, par le canal de leurs organisations au niveau européen, sur les formations existantes concernant le droit de l'UE et sur le nombre de praticiens formés.
10. Le Conseil européen invite la Commission:
- à s'appuyer sur les articles 81, paragraphe 2, point h), et 82, paragraphe 1, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, pour notamment recenser et évaluer des solutions au niveau européen, notamment des programmes de formation européenne destinés à tous les professionnels concernés;
11. Le Conseil encourage les pays candidats et potentiellement candidats à signer des mémorandums d'accord pour participer aux programmes financiers de l'Union européenne dans le domaine de la justice, conformément aux conditions fixées dans ces programmes, afin d'être à même de participer effectivement aux projets en matière de formation judiciaire européenne.
- à s'appuyer sur les capacités des structures, des acteurs et des réseaux existants, qu'ils soient nationaux ou européens, tels que les établissements de formation judiciaire et le REFJ, et demande à la Commission de continuer de les soutenir, en tenant compte des besoins régionaux spécifiques et de la valeur ajoutée de la coopération régionale;
 - à lancer un nouveau programme d'échange pour les juges et procureurs nouvellement nommés, afin qu'ils prennent pleinement conscience dès le départ de l'aspect européen de leur rôle et qu'ils acquièrent une expérience personnelle du fonctionnement pratique des systèmes juridiques d'autres États membres; ce nouveau programme d'échange complèterait les modalités d'échange existant pour les juges et procureurs expérimentés;
 - à développer la section de formation judiciaire du portail européen de la justice, en tant qu'outil de développement de la formation judiciaire européenne;
 - à simplifier encore les procédures administratives d'accès aux programmes financiers européens et, à l'intérieur de ces programmes, à mettre à disposition davantage de ressources financières pour la formation judiciaire européenne;
 - à utiliser le Forum de la justice pour le suivi de la mise en œuvre de la communication et pour promouvoir les échanges de bonnes pratiques;
 - à examiner la possibilité de présenter chaque année un rapport sur la formation judiciaire européenne, élaboré sur la base de toute contribution reçue du REFJ et de ses membres et des organisations professionnelles du domaine juridique aux niveaux national et de l'UE.

Conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la détection précoce et le traitement des troubles de la communication chez l'enfant, y compris grâce à l'utilisation d'outils de santé en ligne et de solutions innovantes

(2011/C 361/04)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

1. RAPPELLE que, conformément à l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, un niveau élevé de protection de la santé humaine doit être assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. L'action de l'Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé physique et mentale. L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique;
2. RAPPELLE que tous les citoyens de l'UE, et en particulier les enfants, devraient bénéficier des mêmes possibilités de développement. Il convient d'y veiller en mettant à disposition les outils et procédures appropriés pour prévenir, détecter, traiter et surveiller les problèmes de santé;
3. RAPPELLE que l'un des objectifs stratégiques de la stratégie européenne en matière de santé (2008-2013) ⁽¹⁾ consiste à soutenir le développement de systèmes de santé dynamiques et de nouvelles technologies, étant entendu que les nouvelles technologies peuvent contribuer à améliorer la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies, à renforcer la sécurité des patients et à améliorer la coordination au niveau des systèmes de soins de santé, ainsi que l'utilisation des ressources et leur viabilité;
4. RAPPELLE les conclusions du Conseil du 8 juin 2010 sur l'équité et la santé dans toutes les politiques: solidarité en matière de santé ⁽²⁾ et les conclusions du Conseil du 1^{er} décembre 2009 sur la contribution de la santé en ligne à la sécurité et à l'efficacité des soins de santé ⁽³⁾;
5. SALUE les conclusions du 10^e congrès de l'EFAS (*European Federation of Audiology Societies* — Fédération européenne des sociétés d'audiologie) ⁽⁴⁾, organisé du 22 au 25 juin 2011 à Varsovie (Pologne), qui ont mis en lumière le problème des troubles de la communication chez l'enfant et l'importance d'une détection et d'une intervention précoces, ainsi que les conclusions de la conférence ministérielle sur la santé en ligne, consacrée à une utilisation meilleure et plus large de la santé en ligne et de la télémédecine, qui a eu lieu du 10 au 12 mai 2011 à Budapest (Hongrie);
6. NOTE qu'il existe des différences en matière de santé dans et entre les États membres de l'UE, qui sont liées à divers facteurs, y compris des différences en termes d'éducation, de situation socio-économique, de conditions de vie et de travail, de comportements en matière de santé et de soins de santé;
7. NOTE que la prévention, la détection précoce, le suivi et la surveillance active jouent un rôle déterminant pour prévenir l'apparition de maladies et de troubles. Cela vaut tout particulièrement pour les enfants; le fait qu'ils soient en bonne santé est un rôle essentiel pour leur bon développement et influe sur leur qualité de vie et leur situation sociale et économique future;
8. NOTE que la communication est une aptitude humaine complexe, qui associe différentes composantes physiques et mentales. Un trouble de la communication peut être défini comme une déficience de l'audition, de la vue ou de la parole qui influence la capacité à recevoir, à comprendre, à produire et à exprimer des informations verbales, non verbales et graphiques;
9. SOULIGNE que les troubles de la communication constituent un handicap important à long terme dont l'impact est considérable durant l'enfance. Les déficiences de l'audition, de la vue ou de la parole peuvent toucher un enfant sur cinq dans l'Union européenne et peuvent apparaître dès les premiers stades de la vie et avoir une influence néfaste sur le bon développement des personnes touchées. En conséquence, les retards et les troubles cognitifs qui ne sont pas diagnostiqués et traités exposent inutilement les enfants au risque d'évolution limitée dans le domaine éducatif ainsi que sur le plan social et économique au cours de leur vie;
10. NOTE qu'il convient de détecter les troubles de la communication chez les enfants en procédant à un dépistage aussi précoce que possible. Le problème doit être repéré au plus tard au moment de l'entrée à l'école afin d'éviter qu'il n'ait une incidence négative sur l'acquisition du langage et le développement cognitif de l'enfant ou de limiter une telle incidence. En effet, les troubles de l'audition, de la vue ou de la parole sont des motifs importants de retards d'apprentissage et de difficultés d'acquisition des compétences linguistiques, qui sont essentielles pour que les enfants puissent communiquer efficacement;
11. RAPPELLE que nombre d'éléments tendent à prouver que la prévention, la détection précoce, le suivi et une intervention appropriée en cas de trouble de la communication peuvent très efficacement éviter ou réduire les conséquences de ce trouble. Selon l'OMS, la moitié des cas de surdité et de déficience auditive peuvent être évités par la prévention, un diagnostic et une prise en charge précoces. La sensibilisation au problème, ainsi que des approches multidisciplinaires intégrées et coordonnées, obligatoirement accompagnées d'une implication active des parents tout au long du processus du développement de l'enfant et dans les différents environnements de soins de santé et d'éducation, revêtent une grande importance;

⁽¹⁾ Doc. 14689/07 [COM(2007) 630 final].

⁽²⁾ Doc. 9947/10.

⁽³⁾ JO C 302 du 12.12.2009, p. 12.

⁽⁴⁾ «The European Consensus Statement on Hearing, Vision and Speech Screening in Pre-school and School-age Children» (Déclaration de consensus européen sur le dépistage des troubles de l'audition, de la vue et de la parole chez les enfants en âge préscolaire et scolaire).

12. NOTE que l'exposition à des niveaux sonores excessifs entraîne une prévalence accrue de la perte auditive chez l'enfant, notamment l'utilisation inadaptée d'équipements audiovisuels, ainsi que l'a confirmé le Comité scientifique des risques sanitaires émergents et nouveaux de l'UE ⁽¹⁾;
13. SOULIGNE que les mesures en vigueur visant à prévenir, détecter, diagnostiquer, traiter et surveiller les troubles de la communication chez l'enfant devraient être adaptées en permanence à des méthodes susceptibles d'améliorer leur rapport coût-efficacité;
14. EST D'AVIS qu'un contrôle généralisé de l'audition, de la vue et de la parole au moyen de méthodes fondées sur des données probantes devrait être intégré dès qu'il conviendra dans les actions et programmes nationaux et/ou régionaux et/ou locaux en matière de santé, de manière à contribuer à l'égalité des chances des enfants en matière d'éducation ainsi qu'au niveau social et économique;
15. EST D'AVIS que la santé en ligne est un outil important pour améliorer la qualité des soins de santé. La santé en ligne peut renforcer l'efficacité et l'accessibilité du dépistage, du diagnostic et du traitement des troubles de la communication. Des solutions de diagnostic et des systèmes de gestion des données innovants peuvent être utilisés à toutes les étapes de la détection et du suivi des troubles de la communication. La mise en place de services de santé en ligne peut faciliter l'analyse et l'échange de données à des fins scientifiques, épidémiologiques et organisationnelles entre États membres. La télémédecine peut constituer un outil efficace de prévention, d'éducation et de formation;
16. ESTIME que des mesures intégrées et coordonnées peuvent aider les États membres à combler l'écart existant dans le domaine des troubles de la communication chez l'enfant;
17. INVITE les États membres à:
- continuer d'accorder la priorité, dans leurs politiques et programmes nationaux et/ou régionaux et/ou locaux en matière de santé, à la détection précoce grâce au dépistage et au suivi des troubles de l'audition, de la vue et de la parole chez l'enfant, en envisageant d'adopter une approche multidisciplinaire,
 - envisager de promouvoir la prévention de la perte auditive due au bruit chez l'enfant,
- renforcer les efforts qu'ils déploient pour sensibiliser l'opinion publique aux troubles de la communication chez l'enfant,
- renforcer leur coopération dans le domaine des troubles de la communication grâce à l'échange d'informations, de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques, y compris en recourant à des outils de santé en ligne et des technologies innovantes, afin de trouver les solutions présentant le meilleur rapport coût/efficacité, d'assurer l'égalité des chances des enfants et de répondre aux besoins individuels des patients;
18. INVITE les États membres et la Commission à:
- envisager de prendre en compte les états qui requièrent le recours à une concentration particulière de compétences ou de ressources en matière de troubles de la communication chez l'enfant dans les travaux à mener sur les réseaux européens de référence, conformément aux dispositions de la directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers ⁽²⁾,
 - encourager la coopération et le partage des résultats des travaux de recherche, des connaissances et des données probantes concernant les troubles de la communication et accorder l'attention requise à cette question dans le cadre des initiatives que mène actuellement l'Union européenne en matière de santé en ligne, y compris le réseau «santé en ligne» visé à l'article 14 de la directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;
19. INVITE la Commission à:
- mettre l'accent sur le fait que les troubles de la communication sont un facteur important entravant le développement des êtres humains et accorder l'attention voulue à cette question dans le cadre de son action future,
 - adopter, d'ici la fin de 2013, les critères et conditions applicables aux réseaux européens de référence, conformément aux dispositions de la directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, en tenant notamment compte des expériences de coopération entre centres spécialisés dans le traitement des troubles de la communication.

⁽¹⁾ CSRSSEN de l'UE: *Potential health risks of exposure to noise from personal music players and mobile phones including a music playing function* (Risques potentiels pour la santé résultant de l'exposition sonore à des baladeurs et des téléphones mobiles pourvus d'une fonction musicale), 26^e séance plénière du 23 septembre 2008.

⁽²⁾ Directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (JO L 88 du 4.4.2011, p. 45).

Conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant

(2011/C 361/05)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

1. RAPPELLE que, conformément à l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, un niveau élevé de protection de la santé humaine doit être assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. L'action de l'Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé physique et mentale;
2. RAPPELLE ses conclusions du 7 décembre 2010 intitulées «Approches novatrices à l'égard des maladies chroniques dans le cadre de la santé publique et des systèmes de soins de santé»⁽¹⁾;
3. RAPPELLE ses conclusions du 2 juin 2004 sur l'asthme infantile⁽²⁾;
4. RAPPELLE la déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies lors de sa réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, le 19 septembre 2011⁽³⁾;
5. RAPPELLE la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac;
6. RAPPELLE sa recommandation 2009/C 296/02 du 30 novembre 2009 relative aux environnements sans tabac⁽⁴⁾;
7. SE FÉLICITE de l'existence de réseaux et alliances, tels que le réseau européen global de l'allergie et de l'asthme (GA²LEN) et l'Alliance mondiale contre les affections respiratoires chroniques (GARD), créés respectivement en 2004 et 2006 pour étudier et réduire la charge des maladies respiratoires chroniques dans l'UE, améliorer la détection précoce et promouvoir les traitements appropriés;
8. SE FÉLICITE des résultats obtenus à l'issue des conférences suivantes:
 - le processus paneuropéen de l'OMS pour l'environnement et la santé, qui œuvre en faveur d'un environnement plus sain pour les enfants, et la 5^e conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, qui s'est tenue du 10 au 12 mars 2010 à Parme (Italie);
 - la conférence des experts intitulée «La prévention et le suivi de l'asthme et de l'allergie chez les enfants dans la perspective de la santé publique: un besoin urgent de combler les fossés existants», qui s'est tenue les 21 et 22 septembre 2011 à Varsovie — Ossa (Pologne), au cours de laquelle il a été indiqué qu'il était urgent d'améliorer la prévention, la détection précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant par des politiques de santé aux niveaux local, régional, national et de l'UE. À cet égard, il convient de renforcer la coopération entre les États membres et les acteurs concernés pour améliorer et soutenir le réseau des centres nationaux;
9. SOULIGNE que les maladies respiratoires chroniques sont les maladies non transmissibles les plus courantes chez l'enfant;
10. SOULIGNE que, chez l'enfant, l'asthme et la rhinite allergique sont les maladies respiratoires chroniques les plus courantes et que l'asthme est la cause la plus fréquente des visites aux services d'urgence et des admissions à l'hôpital;
11. MET EN AVANT que la prévalence des maladies respiratoires chez l'enfant a augmenté dans l'Union européenne au cours des dernières décennies, mais que le suivi, à l'échelle de l'UE, de la prévalence, de la gravité, des types de maladies et de l'évolution de l'exposition aux allergènes et aux irritants est insuffisant;
12. SOULIGNE que l'absence de diagnostic et de traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant a un coût économique et social et que la prévention, le diagnostic précoce et le traitement sont susceptibles de réduire cette charge;
13. CONSTATE qu'il existe des inégalités dans l'accès à la prévention, au diagnostic précoce et au traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant entre les États membres de l'UE et au sein d'un même État;
14. SOULIGNE que les facteurs de risque de développement de maladies respiratoires chroniques les plus importants sont l'association d'une prédisposition génétique et d'une exposition environnementale à des substances et particules inhalées, telles que la fumée de tabac ambiante, une mauvaise qualité de l'air intérieur et la pollution de l'air extérieur;
15. SOULIGNE que l'environnement avant la naissance et dans la petite enfance influe sur la santé à l'âge adulte; c'est pourquoi il est important de protéger les femmes enceintes et les enfants contre les effets nocifs des facteurs environnementaux, y compris l'exposition à la fumée de tabac;

⁽¹⁾ JO C 74 du 8.3.2011, p. 4.

⁽²⁾ Doc. 9507/04 (Presse 163).

⁽³⁾ Résolution des Nations unies A/RES/66/2 (A/66/L.1).

⁽⁴⁾ JO C 296 du 5.12.2009, p. 4.

16. CONSIDÈRE que l'éducation sanitaire permanente des enfants, des parents et des enseignants et la formation continue des professionnels de la santé jouent un rôle essentiel dans la prévention et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant. Elles favorisent une prise de conscience et des comportements favorables à la santé chez les individus et facilitent le suivi des maladies chroniques par les professionnels de la santé;
17. EST CONSCIENT que l'autogestion et la participation des enfants aux décisions les concernant en matière de soins de santé, en fonction de leur âge et de leur maturité, ainsi que la participation active des parents et de la famille sont des éléments importants de la prévention et du traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant;
18. CONSTATE que la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques ont une incidence positive sur le développement et la qualité de vie de l'enfant et contribuent à une enfance active et en bonne santé et à un vieillissement en bonne santé. Par conséquent, il est important de mettre au point de nouveaux outils pour améliorer la prévention, la précocité du diagnostic et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant en recourant à des soins de santé «soucieux de l'enfant» et à des approches intégrant la santé dans l'ensemble des politiques, en particulier dans les domaines sanitaire, social, de l'éducation, de l'environnement, de la recherche et de l'emploi;
19. INVITE les États membres à:
- accorder l'attention qui convient à la prévention, au diagnostic précoce et au traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant dans les programmes nationaux et/ou régionaux et/ou locaux,
 - sensibiliser davantage le public aux maladies respiratoires chroniques chez l'enfant et à améliorer les connaissances et l'éducation des enfants, des familles et des enseignants ainsi que la formation des professionnels de la santé en ce qui concerne leur rôle dans la prévention, le diagnostic précoce, le traitement et le suivi de ces maladies chez l'enfant,
 - poursuivre et, le cas échéant, renforcer les programmes de prévention et arrêt du tabagisme pour les femmes enceintes et les parents ainsi que les mesures destinées à empêcher que les femmes enceintes et les enfants soient exposés à la fumée du tabac, en particulier à la maison et dans les espaces clos,
 - suivre la recommandation du Conseil relative aux environnements sans tabac⁽⁵⁾,
20. INVITE les États membres et la Commission à:
- renforcer la coopération avec les acteurs concernés, notamment les associations de patients et les organisations de professionnels de la santé à tous les niveaux des soins, y compris au niveau de la prévention primaire et secondaire et des soins de santé,
 - échanger les bonnes pratiques en matière de prévention, de diagnostic précoce et de traitement des maladies respiratoires chroniques ainsi que les données concernant leur prévalence, leur incidence et leurs effets,
 - intensifier la coopération entre les centres nationaux et renforcer les réseaux de recherche internationaux existants dans le domaine des maladies respiratoires chroniques;
20. INVITE les États membres et la Commission à:
- intensifier leurs efforts pour réduire les incapacités et la mortalité prématurée liées à l'asthme en encourageant les bonnes pratiques au niveau international,
 - aider les centres nationaux et les réseaux de recherche internationaux existants à trouver des procédures efficaces au regard du coût en recourant à l'évaluation des technologies de la santé pour améliorer les normes des systèmes de soins de santé en ce qui concerne les maladies respiratoires chroniques,
 - accélérer les travaux destinés à mieux comprendre les raisons de l'accroissement de la prévalence des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant,
 - améliorer, en étroite coopération avec les acteurs concernés, les informations et les connaissances sur les disparités existant entre les régions et dans l'ensemble de l'Europe pour ce qui est des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant,
 - améliorer les informations et les connaissances destinées aux acteurs concernés sur l'incidence de la pollution atmosphérique et d'autres facteurs environnementaux sur les maladies respiratoires chroniques et leur comorbidité,
 - poursuivre et renforcer les programmes et les politiques visant à améliorer la qualité de l'air intérieur et extérieur,
 - promouvoir une lutte antitabac efficace aux niveaux national, international et de l'UE, conformément à la législation pertinente de l'UE ainsi qu'à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et à ses lignes directrices, et à envisager de la renforcer,

⁽⁵⁾ Cf. note 4.

- améliorer la qualité de l'environnement intérieur et extérieur dans lequel vivent les enfants et à les encourager à avoir des activités physiques,
- envisager le recours à des outils de santé en ligne et à des technologies innovantes pour la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques,
- encourager et soutenir la recherche sur les causes génétiques et environnementales des maladies respiratoires chroniques afin de contribuer à l'élaboration d'approches fondées sur des données probantes et d'adapter le financement de la recherche en fonction de leur prévalence et du fardeau qu'elles représentent,
- promouvoir une approche plurisectorielle — sociale, environnementale, liée à la recherche, à l'éducation et à l'emploi — afin d'améliorer l'incidence sur la santé respiratoire des mesures prises,
- inciter les organisations de professionnels de la santé et les associations de patients à rechercher une plus grande responsabilisation du patient dans le cadre de la prévention, du diagnostic précoce et du traitement des maladies respiratoires chroniques;

21. INVITE la Commission européenne à:

- continuer d'inclure les maladies respiratoires chroniques dans les programmes et les activités en matière de recherche et de santé,
- aider les États membres à:
 - élaborer et à mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de prévention des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant grâce à un soutien à la mise en place, à l'évaluation et à l'échange des bonnes pratiques,
 - améliorer la création de réseaux entre les institutions chargées de la mise en œuvre des programmes nationaux et/ou régionaux et/ou locaux et de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques,
 - intensifier la coopération entre les centres nationaux et renforcer les réseaux de recherche internationaux existants dans le domaine des maladies respiratoires chroniques.

COMMISSION EUROPÉENNE

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

9 décembre 2011

(2011/C 361/06)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,3384	AUD	dollar australien	1,3179
JPY	yen japonais	103,95	CAD	dollar canadien	1,3674
DKK	couronne danoise	7,4349	HKD	dollar de Hong Kong	10,4118
GBP	livre sterling	0,85315	NZD	dollar néo-zélandais	1,7357
SEK	couronne suédoise	9,0185	SGD	dollar de Singapour	1,7356
CHF	franc suisse	1,2332	KRW	won sud-coréen	1 533,70
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	10,9853
NOK	couronne norvégienne	7,6770	CNY	yuan ren-min-bi chinois	8,4820
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,5000
CZK	couronne tchèque	25,475	IDR	rupiah indonésien	12 105,19
HUF	forint hongrois	305,08	MYR	ringgit malais	4,2140
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	58,318
LVL	lats letton	0,6981	RUB	rouble russe	42,2020
PLN	zloty polonais	4,5149	THB	baht thaïlandais	41,423
RON	leu roumain	4,3428	BRL	real brésilien	2,4243
TRY	lire turque	2,4700	MXN	peso mexicain	18,3191
			INR	roupie indienne	69,6970

(1) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Informations communiquées par les États membres concernant la fermeture de pêcheries

(2011/C 361/07)

Conformément à l'article 35, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, une décision de fermer la pêcherie a été prise telle que décrite dans le tableau ci-après:

Date et heure de la fermeture	21.11.2011
Durée	21.11.2011-31.12.2011
État membre	Pays-Bas
Stock ou groupe de stocks	SRX/07D.
Espèce	Mantes et raies (<i>Rajidae</i>)
Zone	Eaux UE de la zone VII d
Type(s) de navires de pêche	—
Numéro de référence	—

Lien internet vers la décision de l'État membre:

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/fishing_rules/tacs/index_fr.htm

⁽¹⁾ JO L 343 du 22.12.2009, p. 1.

Informations communiquées par les États membres concernant la fermeture de pêcheries

(2011/C 361/08)

Conformément à l'article 35, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, une décision de fermer la pêcherie a été prise telle que décrite dans le tableau ci-après:

Date et heure de la fermeture	21.11.2011
Durée	21.11.2011-31.12.2011
État membre	Pays-Bas
Stock ou groupe de stocks	OTH/04-N.
Espèce	Autres espèces
Zone	Eaux norvégiennes de la zone IV
Type(s) de navires de pêche	—
Numéro de référence	—

Lien internet vers la décision de l'État membre:

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/fishing_rules/tacs/index_fr.htm

⁽¹⁾ JO L 343 du 22.12.2009, p. 1.

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ALLEMAGNE

Aide d'État SA.32169 (11/C) (ex 10/N) — LIP — Aide à Volkswagen Sachsen GmbH

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 361/09)

Par lettre du 13 juillet 2011 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
Bureau: J-70 3/225
1049 Bruxelles
BELGIQUE
Fax +32 22961242

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

TEXTE DU RÉSUMÉ

PRÉSENTATION DE LA MESURE ET DU PROJET
D'INVESTISSEMENT

Le 27 décembre 2010, les autorités allemandes ont notifié leur intention d'accorder, en application des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale (ci-après les «lignes directrices») ⁽¹⁾, une aide régionale à Volkswagen Sachsen GmbH et à Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH pour un investissement réalisé à Zwickau, dans la région de Chemnitz (Land de Saxe, Allemagne). Il s'agit d'une région assistée au titre de l'article 107, paragraphe 3, point a), du TFUE et pour laquelle le plafond d'aide régionale standard pour les grandes entreprises est fixé à 30 % ESB (équivalent-subsidation brut).

Le projet vise à modifier fondamentalement le processus de production des voitures de petite taille et de taille moyenne

(des segments A0, A et B selon la classification établie par la société POLK) fabriquées à l'usine de Volkswagen Sachsen GmbH à Zwickau. La nouvelle technologie de production sur la base de modules remplacera le processus actuel de fabrication basé sur les plateformes et permettra au bénéficiaire de produire des modèles de segments différents sur la même chaîne de production. La flexibilité s'en trouvera améliorée et le bénéficiaire pourra réagir avec davantage de souplesse aux demandes du marché.

L'investissement a débuté en 2009 et devrait s'achever en mai 2014.

Les coûts d'investissement admissibles du projet en valeur nette actuelle s'élèvent à 697 686 281 EUR. Le montant d'aide proposé — 83 470 000 EUR en valeur nette actuelle — représente une intensité d'aide de 11,96 %, ce qui correspond au plafond d'intensité d'aide applicable.

⁽¹⁾ JO C 54 du 4.3.2006, p. 13.

L'aide consiste en une prime à l'investissement et une subvention directe accordée au titre des régimes d'aides régionales X 167/08, XR 6/07 et XR 31/07, qui bénéficient d'une exemption.

APPRÉCIATION DE LA COMPATIBILITÉ DE LA MESURE

A. Projet d'investissement unique

Les lignes directrices ont pour but de veiller à ce qu'un État membre ne fractionne pas artificiellement un grand projet d'investissement unique en sous-projets en vue d'échapper à l'application des règles régissant les aides à l'investissement pour les grands projets d'investissement. Conformément au point 60 des lignes directrices, ces sous-projets sont considérés comme un seul projet d'investissement lorsqu'ils sont réalisés au cours d'une période de trois ans et qu'ils sont constitués par une combinaison économiquement indivisible d'éléments de capital fixe.

La Commission se demande si un investissement bénéficiant d'une aide, réalisé en parallèle sur le même site de production et portant sur des machines destinées à la production de pièces pressées également utilisées dans les modèles de voiture concernés ne forme pas, avec le projet d'investissement en cause, un seul et même projet d'investissement.

B. Marché de produits et marché géographique en cause [point 68 i) des lignes directrices]

En vertu des lignes directrices, les États membres doivent démontrer que le bénéficiaire d'une aide accordée en faveur d'un grand projet d'investissement ne détient pas plus de 25 % du marché de produits et du marché géographique en cause avant et après l'investissement.

La part de marché du bénéficiaire dans les segments automobiles A et B (selon la classification établie par la société POLK) dans l'EEE dépasse le seuil de 25 % tant pour l'année précédant l'investissement que pour l'année qui suit ce dernier. L'Allemagne affirme toutefois que le marché de produits en cause doit correspondre au segment combiné compris entre les segments A0 et B, dans lequel la part de marché du bénéficiaire reste inférieure à ce seuil pour les deux années en cause.

L'Allemagne fait également valoir que le marché géographique en cause pour le secteur automobile ne devrait pas être l'EEE (qui constitue la délimitation géographique normalement utilisée en vertu des lignes directrices pour définir les marchés géographiques) mais qu'il devrait être défini comme étant de portée mondiale ou du moins comme un marché s'étendant de l'EEE à l'Amérique du Nord pour le segment B et de l'EEE à l'Europe non-EEE pour le segment A.

La Commission se demande si la définition du marché de produits et du marché géographique en cause telle que proposée par l'Allemagne peut être acceptée. La Commission n'est pas convaincue, sur la base des arguments avancés par l'Allemagne, que le marché de produits en cause puisse être défini comme un segment combiné couvrant plusieurs segments automobiles. Elle n'est pas non plus certaine que les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers relèvent du même marché de produits.

Enfin, elle n'est pas convaincue que le marché géographique en cause pour le secteur automobile est plus vaste que le marché EEE.

C. Augmentation de capacité [point 68 j) des lignes directrices]

Dans le cas des grands projets d'investissement, les États membres doivent aussi démontrer que la capacité créée par l'investissement ne représente pas plus de 5 % du marché, mesuré en utilisant la consommation apparente dans l'EEE au cours de l'année précédant l'investissement si le marché en question est sous-performant, c'est-à-dire en déclin absolu ou relatif. Un marché est sous-performant si son taux de croissance annuel moyen était inférieur au taux de croissance annuel moyen du PIB de l'EEE au cours des cinq années qui ont précédé le début de l'investissement.

Étant donné que le marché automobile de chacun des segments en question était sous-performant au cours des cinq années qui ont précédé l'investissement et que la capacité brute technique créée par le projet est supérieure à 5 % du marché, la Commission n'est pas certaine que l'augmentation de capacité ait été vérifiée conformément au point 68 j).

ÉTAPE SUIVANTE

Dans le cas où les renseignements transmis au cours de la procédure formelle d'examen ne permettent pas de confirmer que les seuils énoncés au point 68 des lignes directrices sont respectés, la Commission doit également examiner si l'aide est nécessaire et proportionnée pour produire un effet incitatif pour l'investissement et si ses avantages l'emportent sur les distorsions de concurrence et les effets sur les échanges entre États membres qu'elles entraînent. L'appréciation approfondie doit s'effectuer sur la base de la communication de la Commission relative aux critères d'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement ⁽²⁾.

Au vu de cette appréciation approfondie, les parties intéressées sont notamment invitées à fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver l'effet incitatif économique de l'aide, c'est-à-dire 1) si l'aide incite à adopter une décision d'investissement positive parce qu'un projet d'investissement qui, sinon, ne serait pas rentable pour l'entreprise en quelque lieu que ce soit peut être réalisé dans la région assistée ou 2) si l'aide incite à réaliser un projet d'investissement dans la région considérée plutôt qu'ailleurs parce qu'elle compense les handicaps nets et les coûts liés au choix d'un site dans la région assistée.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission teilt Deutschland mit, dass sie nach Prüfung der Angaben der deutschen Behörden zu der vorgenannten Beihilfemaßnahme entschieden hat, das Verfahren nach Artikel 108 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (nachstehend ‚AEUV‘) zu eröffnen.

1. VERFAHREN

1. Mit elektronischer Anmeldung, die am 27. Dezember 2010 bei der Kommission registriert wurde (SANI 5334), meldete Deutschland eine geplante Regionalbeihilfe im Sinne der Regionalbeihilfeleitlinien ⁽³⁾ zugunsten der Volkswagen Sachsen GmbH und der Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH für ein Investitionsvorhaben in Zwickau (Region Chemnitz, Sachsen) bei der Kommission an.

⁽²⁾ Communication de la Commission relative aux critères d'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement (JO C 223 du 16.9.2009, p. 3).

⁽³⁾ Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung (ABl. C 54 vom 4.3.2006, S. 13).

2. Mit den Schreiben vom 4. Februar (2011/011336) und 5. Mai 2011 (2011/044311) forderte die Kommission zusätzliche Informationen zu der angemeldeten Beihilfe an, die Deutschland in zwei Schreiben übermittelte, die am 11. April (2011/037541) bzw. 9. Juni 2011 (2011/060186) bei der Kommission registriert wurden.

2. BESCHREIBUNG DES VORHABENS UND DER BEIHILFEMASSNAHME

3. Deutschland beabsichtigt, der Volkswagen Sachsen GmbH und der Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH zur Förderung der regionalen Entwicklung eine Regionalbeihilfe in Form eines Direktzuschusses und einer Investitionszulage für eine grundlegende Änderung des Produktionsprozesses für Klein- und Mittelklassefahrzeuge zu gewähren. Die Investition soll am Standort Zwickau erfolgen, der im NUTS-II-Gebiet Chemnitz in Sachsen und somit in einem Fördergebiet nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe a AEUV liegt, für das ein Höchstsatz für Regionalbeihilfen an Großunternehmen von 30 % des Bruttosubventionsäquivalents (im Folgenden ‚BSÄ‘) gilt⁽⁴⁾.

2.1 Beihilfeempfänger

4. Bei den Empfängern der Beihilfe handelt es sich um die Volkswagen Sachsen GmbH und die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH⁽⁵⁾, zwei Tochtergesellschaften des Volkswagen-Konzerns (im Folgenden ‚VW-Konzern‘), der seinen Sitz in Wolfsburg hat.
5. Der VW-Konzern produziert Fahrzeuge, die von Kleinwagen bis zu Luxuswagen und Nutzfahrzeugen reichen, und betreibt über 40 Werke in rund 20 Ländern in Europa, Amerika, Asien und Afrika. 2010 stellten die rund 400 000 Konzern-Beschäftigten über 7 Millionen Fahrzeuge her.
6. Der VW-Konzern hat etwa [...] ^(*) Vereinbarungen über Produktions- oder Vertriebs-Jointventures geschlossen. Über mehr als 40 Marketing-/Geschäftsvereinbarungen wurde ein Teil des Verkaufs Dritten übertragen (Outsourcing). Die Aufsichtsräte des VW-Konzerns und der Porsche SE haben schließlich die Gründung eines integrierten Automobilkonzerns beschlossen (im Folgenden ‚VW-PO-Konzern‘). Deutschland bestätigt, dass die vorgelegten Angaben zum Marktanteil alle im Rahmen von Jointventures und Outsourcing hergestellten oder verkauften Fahrzeuge sowie alle ab 2009 von Porsche verkauften Fahrzeuge umfassen.
7. Die Volkswagen Sachsen GmbH in Zwickau produziert Fahrzeuge der Mittelklasse, die nach der POLK-Segmentie-

rung⁽⁶⁾ den Segmenten A und B angehören (Golf [...] und Passat [...] Limousine), sowie Karosserien für die Fahrzeugtypen Bentley und Phaeton (beide Segment D nach POLK). Ferner unterhält sie in Zwickau ein Presswerk, das den Konzernverbund mit Pressteilen versorgt. 2010 beschäftigte die Volkswagen Sachsen GmbH in Zwickau 6 426 Mitarbeiter.

2.2 Investitionsvorhaben

8. Zweck des Investitionsvorhabens ist die Umstellung des Produktionsprozesses im Werk Zwickau für die Herstellung von Klein- und Mittelklassefahrzeugen (d. h. Fahrzeuge der Segmente A0, A und B nach POLK) im Werk Zwickau. Die derzeit im Zwickauer Werk produzierten Fahrzeuge der Segmente A und B werden bisher auf Basis der sogenannten Plattformstrategie gefertigt. Im Rahmen der Plattformstrategie ist es möglich, verschiedene Modelle desselben Fahrzeugsegmentes auf ein- und derselben Fertigungslinie zu produzieren, doch zu anderen Segmenten gehörende Fahrzeuge können nur auf anderen Fertigungslinien hergestellt werden.
9. Der Beihilfeempfänger wird seine Produktion von der Plattformstrategie auf das Baukastensystem umstellen. Im Rahmen des Baukastensystems kann ein Hersteller Fahrzeugtypen verschiedener Segmente, z. B. der Segmente A0 und B, auf derselben Fertigungslinie produzieren. Das Baukastensystem beruht auf stärkerer Standardisierung als die Plattformstrategie, da der Hersteller Komponenten und Baukästen für Modelle unterschiedlicher Form und Größe einsetzen kann. Dadurch erhöht sich gegenüber der Plattform-Bauweise die Flexibilität im Produktionsprozess, was zu deutlichen Größenvorteilen bei der Produktentwicklung, in der Beschaffung sowie im Produktionsprozess führt. Im Baukastensystem können bei geringen Einrüstungen und daher niedrigen Kosten Fahrzeuge unterschiedlicher Segmente innerhalb ein- und derselben Segmentgruppe produziert werden, so dass der Hersteller flexibler auf Marktentwicklungen reagieren kann. Bei den Mittelklassemodellen, die nach der Investition nach dem Baukastensystem gebaut werden sollen, handelt es sich um den Golf [...], den Golf [...] Variant (Segment A nach POLK) und den Passat [...] Variant (Segment B nach POLK). Kurzfristig plant der VW-Konzern nicht, Fahrzeuge des Segments A0 zu produzieren; er behält sich jedoch ausdrücklich das Recht vor, eine solche Produktion innerhalb von fünf Jahren nach Abschluss des Investitionsvorhabens aufzunehmen.
10. Die Investition umfasst erstens Änderungen in den Bereichen Karosseriebau, Lackiererei und Montage sowie zweitens die Errichtung einer neuen Fertigungshalle am derzeitigen Standort.
11. Der Beihilfeempfänger wird die bestehenden plattformbasierten Fertigungslinien schrittweise in neue Fertigungslinien nach dem Baukastensystem umwandeln. Die Produktion der neuen Fahrzeugtypen wird schrittweise die derzeitige Produktion ablösen.

⁽⁴⁾ Siehe Entscheidung der Kommission vom 8. November 2006 in der Beihilfesache N 459/06 — Nationale Fördergebietskarte für Deutschland 2007-2013 (ABl. C 295 vom 5.12.2006, S. 6).

⁽⁵⁾ Die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH ist Eigentümerin von Immobilien, die im Rahmen von Leasing-Verträgen von der Volkswagen Sachsen GmbH genutzt werden. Begünstigte der Investition in unbewegliches Vermögen (Grundstücke, Immobilien) ist die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH.

^(*) Geschäftsgeheimnis.

⁽⁶⁾ POLK gehört, wie Global Insight, zu den wichtigsten Informationsdiensten für Analysen des Fahrzeugmarktes.

12. Im Rahmen des Vorhabens erfolgen Investitionen in Grundstücke, Gebäude, Maschinen und Anlagen sowie immaterielle Aktiva.
13. Die derzeitige Produktionskapazität des zum VW-Konzern gehörenden Werks in Zwickau beträgt [...] Fahrzeuge des Segments A pro Tag und maximal [...] Fahrzeuge des Segments B pro Tag. Insgesamt begrenzt wird die Kapazität durch die Maximalkapazität der Lackiererei von [...] Fahrzeugen pro Tag. Derzeit werden in dem Werk keine Fahrzeuge des Segments A0 produziert.
14. Nach der Investition würde sich die technische Maximalkapazität des Werks auf [...] Fahrzeuge pro Tag, d. h. [...] Fahrzeuge pro Tag auf jeder der beiden Fertigungslinien, belaufen. Technisch könnten alle [...] hergestellten Fahrzeuge demselben Segment angehören (A0, A oder B).
15. Der Beihilfeempfänger hat jedoch zugesagt, in den fünf Jahren nach Abschluss des Investitionsvorhabens pro Tag maximal [...] Fahrzeuge des Segments A0, [...] Fahrzeuge des Segments A bzw. [...] Fahrzeuge des Segments B zu produzieren. (Diese Verpflichtungszusagen sind in nachstehender Tabelle I in runden Klammern angegeben.)
16. Auf der Grundlage der in Erwägungsgrund (14) dargestellten Höchstkapazitäten beläuft sich die Nettokapazitätserhöhung pro Tag und Segment — mit Blick auf die technisch mögliche Maximalkapazität — auf [...] Fahrzeuge des Segments A0 (d. h. von bisher 0 auf zukünftig [...]), [...] Fahrzeuge des Segments A (d. h. von bisher [...] auf zukünftig [...]) bzw. [...] Fahrzeuge des Segments B (d. h. von bisher [...] auf zukünftig [...]).

Tabelle I

Kapazitätserhöhungen

Kapazität vor der Investition	Kapazität 2015	Erhöhung
A0 [...]	[...]/Tag — [...] /Jahr ⁽¹⁾ ([...] /Tag — [...] /Jahr)	[...]/Tag — [...] /Jahr ([...] /Tag — [...] /Jahr)
A [...] ([...] /Jahr)	[...] — [...] /Jahr	[...] — [...] /Jahr
B [...] ([...] /Jahr)	[...] ([...] /Jahr) ([...] /Tag — [...] /Jahr)	[...] ([...] ([...] / Tag — [...] /Jahr)

⁽¹⁾ Bei 230 Arbeitstagen/Jahr liegt die Jahreskapazität bei [...] x 230.

17. Mit dem Gesamtinvestitionsvorhaben wurde im Dezember 2009 begonnen und es soll im Mai 2014 abgeschlossen werden. Die volle Produktionskapazität im Rahmen des Vorhabens soll Ende 2014 erreicht sein.
18. Der Beihilfeempfänger hat am 14. Dezember 2009 einen Direktzuschuss beantragt. Die Sächsische Aufbaubank bestätigte mit Schreiben vom 18. Dezember 2009, dass der

Begünstigte grundsätzlich berechtigt sein werde, einen Direktzuschuss als Anreiz für die Umsetzung des Investitionsvorhabens zu erhalten. Die Investitionszulage wird — im vorliegenden Fall vorbehaltlich der Genehmigung durch die Kommission — im Rahmen einer steuerlichen Maßnahme gewährt, der zufolge ein gesetzlicher Anspruch auf Förderung nach objektiven Kriterien und ohne weiteren Ermessensspielraum des Mitgliedstaats besteht. Der Beihilfeempfänger musste die Investitionszulage daher nicht vor Beginn der Arbeiten beantragen.

2.3 Kosten des Investitionsvorhabens

19. Die förderfähigen Gesamtkosten des Vorhabens belaufen sich nominal auf 734,96 Mio. EUR. Der Gegenwartswert ⁽⁷⁾ beträgt 697 686 281 EUR. Tabelle II zeigt, wie sich die förderfähigen Gesamtkosten auf die einzelnen Jahre und Kategorien verteilen.

Tabelle II

Förderfähige Investitionskosten (nominal in Mio. EUR)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Gebäude		[...]	[...]	[...]	[...]		[...]
Außenanlagen		[...]	[...]	[...]	[...]		[...]
Maschinen/ Anlagen	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]		[...]
Immaterielle Aktiva		[...]	[...]	[...]	[...]		[...]
Insgesamt	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]		734,96

20. Deutschland bestätigt, dass für gebrauchte oder vorhandene Ausrüstung keine Beihilfen beantragt werden und solche Ausrüstung nicht in den förderfähigen Kosten des Vorhabens enthalten ist. Deutschland hat bestätigt, dass immaterielle Aktiva von Dritten zu Marktpreisen erworben werden.
21. Außerdem werden der Direktzuschuss und die Steuervergünstigung unter der Voraussetzung gewährt, dass der Beihilfeempfänger die Investition in dem Fördergebiet nach Abschluss des Investitionsvorhabens mindestens fünf Jahre lang aufrechterhält.

2.4 Finanzierung des Investitionsvorhabens

22. Deutschland bestätigt, dass der Eigenbeitrag des Beihilfeempfängers 25 % der förderfähigen Kosten übersteigt und frei von öffentlicher Förderung jeder Art ist.

⁽⁷⁾ In diesem Beschluss beruht die Berechnung der Gegenwartswerte auf einem Basissatz von 1,45 % (anwendbar am Datum der Anmeldung), dem 100 Basispunkte hinzuzurechnen sind (Mitteilung der Kommission über die Änderung der Methode zur Festsetzung der Referenz- und Abzinsungssätze, ABl. C 14 vom 19.1.2008, S. 6).

2.5 Obergrenze für Regionalbeihilfen

23. Zwickau liegt in der Region Chemnitz im Freistaat Sachsen und damit in einem Fördergebiet nach Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe a AEUV, für das bei Regionalbeihilfen für Großunternehmen ein Höchstsatz von 30 % des BSÄ gilt⁽⁸⁾.

2.6 Rechtsgrundlage

24. Rechtsgrundlagen für die Regelung in Deutschland sind
- für die Investitionszulage das Investitionszulagengesetz 2007 sowie das Investitionszulagengesetz 2010⁽⁹⁾ und
 - für den Direktzuschuss der 36. Rahmenplan der Gemeinschaftsaufgabe ‚Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstruktur‘ (GA) für den Zeitraum 2007-2013⁽¹⁰⁾.

2.7 Beihilfebeträg

25. Die Beihilfe in nominaler Höhe von 94 730 000 EUR (Nettogegegenwartswert 83 470 000 EUR) wird dem VW-Konzern zwischen 2011 und 2016 ausgezahlt. Wie sich der Betrag auf den Direktzuschuss und die Investitionszulage verteilt, ist jedoch nicht bekannt.
26. Deutschland bestätigt, dass weder der Gegenwartswert des genehmigten Beihilfemaximalbetrags noch die genehmigte Beihilfeintensität (Gegenwartswert) überschritten würden, falls die förderfähigen Kosten vom geschätzten Betrag abweichen sollten.
27. Ferner bestätigt Deutschland, dass die Beihilfe für das Vorhaben nicht mit Beihilfen aus anderen lokalen, regionalen, nationalen oder EU-Quellen zur Deckung derselben förderfähigen Kosten kumuliert wird.

2.8 Beitrag zur regionalen Entwicklung

28. Nach Angaben Deutschlands sichert das Investitionsvorhaben die Arbeitsplätze von etwa 5 300 Beschäftigten in der Produktion von Fahrzeugen der Segmente A und B.

2.9 Allgemeine Bestimmungen

29. Deutschland hat gegenüber der Kommission zugesagt,
- innerhalb von zwei Monaten nach Gewährung der Beihilfe eine Kopie der einschlägigen Rechtstexte für die in Rede stehende Maßnahme vorzulegen,
 - nach Genehmigung der Beihilfe durch die Kommission alle fünf Jahre einen Zwischenbericht (mit Angaben zu den ausgezahlten Beihilfebeträgen, zur Durchführung

des Zuwendungsbescheids und zu anderen Investitionsprojekten am gleichen Standort/im gleichen Werk) zu übermitteln sowie

- innerhalb von sechs Monaten nach Zahlung der letzten Beihilfetranche nach dem angemeldeten Finanzierungsplan einen ausführlichen Abschlussbericht vorzulegen.

3. BEIHLIFERECHTLICHE WÜRDIGUNG UND VEREINBARKEIT MIT DEM BINNENMARKT

3.1 Vorliegen einer Beihilfe

30. Die finanzielle Unterstützung für die Volkswagen Sachsen GmbH und die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH wird in Form eines Direktzuschusses des Freistaats Sachsen und einer Investitionszulage der Bundesrepublik gewährt und erfolgt somit aus staatlichen Mitteln. Daher handelt es sich um eine staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Förderung im Sinne von Artikel 107 Absatz 1 AEUV.
31. Die Beihilfe wird zwei Tochtergesellschaften des VW-Konzerns gewährt und ist folglich selektiv.
32. Die finanzielle Unterstützung in Form eines Direktzuschusses und einer Investitionszulage für die Volkswagen Sachsen GmbH und die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH befreit diese Gesellschaften von Kosten, die sie normalerweise selbst zu tragen gehabt hätten. Daher entsteht den Gesellschaften ein wirtschaftlicher Vorteil gegenüber ihren Wettbewerbern.
33. Die finanzielle Unterstützung in Form eines Direktzuschusses und einer Investitionszulage wird für eine Investition gewährt, die zur Herstellung von Fahrzeugen führt. Da Fahrzeuge in großem Umfang zwischen den Mitgliedstaaten gehandelt werden, dürfte die Förderung den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigen.
34. Die Begünstigung der Volkswagen Sachsen GmbH und der Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH sowie der Produktion der Volkswagen Sachsen GmbH durch die Beihilfe bedeutet, dass der Wettbewerb verfälscht wird oder eine Wettbewerbsverfälschung droht.
35. Daher stellt die Beihilfe in Form eines Direktzuschusses und einer Investitionszulage für die Volkswagen Sachsen GmbH und die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH nach Auffassung der Kommission eine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 107 Absatz 1 AEUV dar.

3.2 Rechtmäßigkeit der Beihilfe

36. Deutschland hat die Beihilfemaßnahme vor ihrer Durchführung angemeldet und ist damit seiner Verpflichtung nach Artikel 108 Absatz 3 AEUV sowie der Verpflichtung zur Einzelanmeldung nach Artikel 7 Buchstabe e der

⁽⁸⁾ Vgl. Fußnote 4.

⁽⁹⁾ Kurzbeschreibungen des Investitionszulagengesetzes 2007 und des Investitionszulagengesetzes 2010 wurden unter Aktenzeichen XR 6/07 (ABl. C 41 vom 24.2.2007, S. 9) bzw. X 167/08 (ABl. C 280 vom 20.11.2009, S. 5) bei der Kommission registriert.

⁽¹⁰⁾ Die Kurzbeschreibung des 36. Rahmenplans der Gemeinschaftsaufgabe ‚Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstruktur‘ wurde unter Aktenzeichen XR 31/07 (ABl. C 102 vom 5.5.2007, S. 11) bei der Kommission registriert.

Gruppenfreistellungsverordnung für Regionalbeihilfen und nach Artikel 6 Absatz 2 der Allgemeinen Gruppenfreistellungsverordnung (im Folgenden „AGVO“) nachgekommen.

3.3 Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Binnenmarkt

37. Bei der Maßnahme handelt es sich um eine regionale Investitionsbeihilfe, so dass sie von der Kommission auf der Grundlage der Regionalbeihilfeleitlinien geprüft wurde. Die Maßnahme wurde als Beihilfe, die die in den Punkten 64 und 67 der Regionalbeihilfeleitlinien festgelegten Schwellenwerte übersteigt, angemeldet. Daher berücksichtigte die Kommission die Bestimmungen der Regionalbeihilfeleitlinien, insbesondere in Abschnitt 4.3 (große Investitionsvorhaben).

3.3.1 Einhaltung der allgemeinen Bestimmungen der Regionalbeihilfeleitlinien

38. Es gibt keine Hinweise darauf, dass der VW-Konzern insgesamt oder die Volkswagen Sachsen GmbH oder die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH im Besonderen sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden würden, da die in den Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten⁽¹⁾ festgelegten Voraussetzungen nicht erfüllt sind. Folglich kommen die Beihilfeempfänger für eine Regionalbeihilfe in Betracht.

39. Die Beihilfe wird in Anwendung von Beihilferegulungen gewährt, die unter die Gruppenfreistellungsverordnung fallen und die Standardkriterien der Regionalbeihilfeleitlinien für die Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt erfüllen.

40. So stellt das Vorhaben eine grundlegende Umstellung des Gesamtproduktionsverfahrens einer bestehenden Betriebsstätte und damit eine Erstinvestition im Sinne von Punkt 34 der Regionalbeihilfeleitlinien dar. Durch stärkere Standardisierung erlaubt es das Baukastensystem dem Beihilfeempfänger, auf ein- und derselben Fertigungslinie Fahrzeuge unterschiedlicher Segmente herzustellen, was die Flexibilität gegenüber der Plattformstrategie deutlich erhöht.

41. Die beihilfefähigen Investitionskosten (siehe Tabelle II) wurden im Einklang mit den Regionalbeihilfeleitlinien bestimmt, und die Kumulierungsregeln sind eingehalten worden.

42. Die Volkswagen Sachsen GmbH und die Volkswagen Sachsen Immobilienverwaltungs GmbH sind ferner verpflichtet, die Investition in der Region mindestens fünf Jahre nach Abschluss des Vorhabens aufrechtzuerhalten. Der Beihilfeempfänger leistet außerdem einen von öffentlicher Förderung freien Eigenbeitrag in Höhe von mindestens 25 %.

43. Da die Beihilfe im Rahmen von Regionalbeihilferegulungen gewährt wird, kommt Punkt 10 der Regionalbeihilfe-

leitlinien, nach dem bei der beihilferechtlichen Würdigung weitere Elemente zu berücksichtigen sind, nach dem derzeitigen Verfahrensstand nicht zur Anwendung.

44. Die Kommission ist beim derzeitigen Verfahrensstand daher der Auffassung, dass die Standardkriterien für die Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt erfüllt sind.

3.3.2 Vereinbarkeit mit den Bestimmungen über Beihilfen für große Investitionsvorhaben

3.3.2.1 Einzelinvestition (Punkt 60 der Regionalbeihilfeleitlinien)

45. Die Regionalbeihilfeleitlinien sollen verhindern, dass ein Mitgliedstaat eine große Einzelinvestition künstlich in kleinere Teilinvestitionen untergliedert, um die Vorschriften für Investitionsbeihilfen für große Investitionsvorhaben zu umgehen. Nach Punkt 60 der Regionalbeihilfeleitlinien stellen solche Teilvorhaben eine Einzelinvestition dar, wenn sie in einem Zeitraum von drei Jahren durchgeführt werden und festes Vermögen betreffen, das eine wirtschaftlich unteilbare Einheit bildet. Bei der Beurteilung der wirtschaftlichen Unteilbarkeit berücksichtigt die Kommission technische, funktionelle und strategische Verbindungen zwischen den Teilvorhaben sowie ihre räumliche Nähe zueinander.

46. Innerhalb des Zeitraums von drei Jahren erhielt der VW-Konzern bereits eine regionale Investitionsbeihilfe für eine Investition in Höhe von [...] Mio. EUR in das Presswerk am Standort Zwickau, die 2010 begonnen wurde und deren Abschluss für 2013 erwartet wird⁽²⁾. Da die erste und die in Rede stehende Investition parallel und in großer räumlicher Nähe erfolgen, ist zu prüfen, ob sie als Einzelinvestition anzusehen sind.

47. Deutschland hat der Kommission mitgeteilt, dass 2015 insgesamt [...] % der im Zwickauer Werk produzierten Pressesteile für den Golf [...] Variant, [...] % für den Golf [...] und [...] % für den Passat [...] Variant bestimmt sein werden. Deutschland bestätigt, dass sich kein Teil der förderfähigen Kosten im Rahmen des in Rede stehenden Vorhabens auf das Presswerk bezieht, weist jedoch darauf hin, dass [...] Mio. EUR der förderfähigen Gesamtkosten von [...] Mio. EUR in das Presswerk für Investitionen in Maschinen zur Herstellung von Pressesteilen für die drei genannten Fahrzeugtypen fließen werden.

48. Auf Grundlage dieser Informationen kann die Kommission beim derzeitigen Sachstand nicht zweifelsfrei ausschließen, dass technische, funktionelle und/oder strategische Verbindungen zwischen der Investition in das Presswerk und dem in Rede stehenden Investitionsvorhaben bestehen. Sie wird sich daher im Rahmen eines förmlichen Prüfverfahrens näher mit dieser Frage beschäftigen.

⁽¹⁾ ABl. C 244 vom 1.10.2004, S. 2.

⁽²⁾ Das Werk Zwickau konkurriert mit anderen VW-Werken um eine weitere Investition in Höhe von [...] Mio. EUR für das [...], die gesondert angemeldet werden wird, sofern der Schwellenwert, ab dem eine Anmeldung erforderlich ist, erreicht wird.

3.3.2.2 Beihilfeintensität (Punkt 67 der Regionalbeihilfeleitlinien)

49. Die vorgesehenen förderfähigen Gesamtkosten (Gegenwartswert) für das Vorhaben belaufen sich nominal auf insgesamt 734 960 000 EUR und abgezinst auf den Zeitpunkt der Anmeldung auf 697 749 981 EUR. Nach dem in Punkt 67 der Regionalbeihilfeleitlinien beschriebenen Herabsetzungsverfahren ergibt sich daraus für das Vorhaben eine zulässige Beihilfehöchstintensität von 11,96 % (BSÄ) (d. h. 83 470 498 EUR).

50. Da die Intensität der geplanten Beihilfe (83 470 000 EUR, d. h. ein BSÄ von etwa 11,96 %) die zulässige Beihilfehöchstintensität nicht übersteigt, steht die für das Vorhaben geplante Beihilfeintensität mit den Regionalbeihilfeleitlinien in Einklang. (Diese Berechnung müsste allerdings angepasst werden, wenn das förmliche Prüfverfahren ergibt, dass dieses Vorhaben zusammen mit der Investition in das Presswerk eine Einzelinvestition bildet (siehe Erwägungsgründe 45 bis 48)).

3.3.2.3 Anwendung der Filter für die eingehende Prüfung nach Punkt 68 Buchstaben a und b der Regionalbeihilfeleitlinien

51. Die Genehmigung einer Regionalbeihilfe für große Investitionsvorhaben, die nach vorläufiger Prüfung unter Punkt 68 der Regionalbeihilfeleitlinien fallen, richtet sich nach dem Marktanteil des Beihilfeempfängers vor und nach der Investition, nach der durch das Investitionsvorhaben geschaffenen Kapazität und danach, ob es sich um einen Markt mit unterdurchschnittlicher Entwicklung handelt. Um die entsprechenden Überprüfungen nach Punkt 68 Buchstaben a und b der Regionalbeihilfeleitlinien vornehmen zu können, muss die Kommission zunächst den sachlich und den räumlich relevanten Markt abgrenzen.

Betroffenes Produkt

52. Im Zuge der Investition wird die Volkswagen Sachsen GmbH als von der Beihilfe betroffene Produkte Pkw der Segmente A und B (und möglicherweise später auch des Segments A0) nach POLK produzieren. Fahrzeuge anderer Segmente bzw. andere Produkte können auf den durch die Beihilfe geförderten Fertigungslinien nicht hergestellt werden.

Sachlich relevanter Markt

53. Nach Punkt 69 der Regionalbeihilfeleitlinien umfasst der sachlich relevante Markt das betreffende Produkt und jene Produkte, die vom Verbraucher (wegen der Merkmale des Produkts, seines Preises und seines Verwendungszwecks) oder vom Hersteller (durch die Flexibilität der Produktionsanlagen) als seine Substitute angesehen werden.

54. Die Kommission hat in ihren Kartellbeschlüssen anerkannt, dass der Automobilmarkt zwar herkömmlicher-

weise anhand einer Reihe objektiver Kriterien wie Hubraum oder Fahrzeuglänge segmentiert worden ist, die Grenzen zwischen den einzelnen Segmenten aufgrund anderer Faktoren allerdings verschwimmen. Deshalb wurde bisher in Kartellbeschlüssen die Frage offengelassen, ob für die Zwecke der wettbewerbsrechtlichen Prüfung das Pkw-Segment als ein Produktmarkt betrachtet oder dieser weiter unterteilt werden sollte.

55. Die Kommission hält außerdem fest, dass PRODCOM-Codes⁽¹³⁾ für eine weitere Segmentierung nicht von Bedeutung sind, da es zu viele Überschneidungen gibt und diese Klassifizierung in der Branche in der Regel nicht für die Marktbewertungen herangezogen wird. Zudem könnten im Prinzip auch noch andere Klassifizierungen, die anderen Zwecken dienen, in Betracht gezogen werden, z. B. jene, die die Vereinigung europäischer Autohersteller ACEA (Association des Constructeurs Européens d'Automobiles) verwendet.

56. Es gibt verschiedene Dienstleister, die den Automobilmarkt analysieren. Führend in diesem Bereich sind u. a. die Beratungsunternehmen ISH Global Insight und POLK. Mitgliedstaaten und Beihilfeempfänger übermitteln in der Regel ihre Angaben entsprechend einer von diesen Beratungsunternehmen vorgenommenen Segmentierung. ISH schlägt eine kleinteilige Segmentierung des Pkw-Markts vor (27 Segmente), während POLK den Automobilmarkt anhand von 8 Segmenten (A000, A00, A0, A, B, C, D und E) differenziert, wobei das Segment A000 für Kleinwagen für den Stadtverkehr und das Segment E für Luxuswagen der obersten Preisklasse steht. Von Segment A000 bis Segment E steigen Durchschnittspreis, Größe und durchschnittliche Motorisierung der Pkw kontinuierlich an.

57. Deutschland hat in der Anmeldung die POLK-Segmentierung verwendet, da der VW-Konzern seine gesamte langfristige Geschäftsplanung sowie seine Analysen darauf stützt. Beim derzeitigen Sachstand ist die Kommission der Auffassung, dass die Marktsegmentierung von POLK geeignet und ausreichend detailliert ist, so dass sie diese für die Würdigung des in Rede stehenden Vorhabens anwendet.

58. Da Hersteller Modellvarianten mit bestimmten Ausrüstungsfunktionen anbieten, so dass die Kunden die Wahl zwischen der Pkw-Variante (*passenger car vehicles* — PCV) und dem leichten Nutzfahrzeug (*light commercial vehicle* — LCV) haben, und beide Ausführungen auf den Fertigungslinien der Hersteller produziert werden können, sind die Pkw-Modelle und die LCV-Modelle möglicherweise substituierbar. Deutschland hat bestätigt, dass auf den neuen Fertigungslinien auch LCV-Modelle der in Rede stehenden Segmentgruppen hergestellt werden können. Deshalb seien LCV den entsprechenden POLK-Segmenten A0, A und B zugeordnet worden. Da für die Kommission jedoch noch offen ist, ob es sich bei leichten Nutzfahrzeugen (LCV) um einen getrennten sachlich relevanten Markt handelt, ersucht sie die Mitgliedstaaten sowie Beteiligte auch zu dieser Frage um Stellungnahme.

⁽¹³⁾ 34.10.12.00, 34.10.13.00, 34.30.11.00 und 34.30.12.00.

Sachlich relevanter Markt als zusammengefasstes Segment aus den Segmenten A0 bis B

59. Nach Auffassung Deutschlands sollte die Kommission aus den nachstehend aufgeführten Gründen ein zusammengefasstes Segment aus den POLK-Segmenten A0 bis B als sachlich relevanten Markt zugrunde legen.
60. Deutschland macht geltend, dass zwischen benachbarten Segmenten ein gewisser Grad an Nachfragesubstitution bestehe. Da in dieser Logik nach Auffassung Deutschlands zwischen den Segmenten A0 und A und den Segmenten A und B eine Nachfragesubstitution besteht, sollte ein zusammengefasstes Segment, das die Segmente A0 bis B umfasst, den sachlich relevanten Märkten bilden. Deutschland äußerte Zweifel daran, dass über diese Segmente hinaus noch eine Nachfragesubstitution besteht.
61. Des Weiteren macht Deutschland geltend, dass es angebotsseitig starke Substitutionsverhältnisse zwischen den Segmenten A0, A und B gebe, da der Zweck des neuen Investitionsvorhabens darin bestehe, bei der Fertigung von Fahrzeugen flexibler zwischen den Segmenten A0, A und B wechseln zu können. Aus diesem Grund sind Deutschland und der Beihilfeempfänger nicht bereit, den einzelnen Segmenten A0, A und B jeweils einen bestimmten Teil der Produktionskapazität zuzuordnen.
62. Bezugnehmend auf diese Argumente hält die Kommission fest, dass am Rande eines jeden Segments durchaus eine begrenzte Nachfragesubstitution bestehen kann. Dennoch dürfte es sich als schwierig erweisen, für Fahrzeuge, die am äußeren Ende der vorgeschlagenen Segmentbandbreite liegen, d. h. zwischen VW Polo (Segment A0) und AUDI A4 (Segment B), nachfrageseitig Substitutionsverhältnisse geltend zu machen.
63. In ihrer Beschlusspraxis zur Abgrenzung des sachlich relevanten Marktes für Fahrzeuge hat die Kommission bislang nicht ausschließlich zusammengefasste Marktsegmente als sachlich relevanten Markt akzeptiert, sondern sich auch auf andere plausible alternative Marktsegmente gestützt, bei denen zusätzlich zu den zusammengefassten Segmenten auch einzelne Pkw-Segmente (einschließlich der engsten Segmentierung, für die Daten verfügbar sind) als plausible sachlich relevante Märkte berücksichtigt werden (¹⁴). Die Frage, ob ein zusammengefasstes Segment, das mehrere Segmente in sich vereint, als sachlich relevanter Markt betrachtet werden kann, ist

unter anderem Gegenstand des förmlichen Prüfverfahrens in der Beihilfesache C31/2009 (¹⁵), bei der es um eine ungarische Regionalbeihilfe für ein Investitionsvorhaben der VW-Tochtergesellschaft AUDI Hungaria Motor Kft geht, und auch Gegenstand des förmlichen Prüfverfahrens zu einer polnischen Investitionsbeihilfe zugunsten von Fiat Powertrain Technologies (¹⁶).

64. Aus diesen Gründen lässt die Kommission in der vorliegenden Sache die genaue Abgrenzung des sachlich relevanten Marktes offen und berücksichtigt alle plausiblen Marktsegmentierungen (einschließlich der engsten Segmentierung, für die Daten vorliegen).
65. Da der VW-Konzern Fahrzeuge der Segmente A und B (und möglicherweise A0) fertigen wird, sollten nach Auffassung der Kommission beim derzeitigen Sachstand all diese einzelnen Segmente sowie auch das zusammengefasste Segment (A0 bis B) alle als plausible sachlich relevante Märkte betrachtet werden.

Räumlich relevanter Markt

66. Nach Punkt 70 der Regionalbeihilfeleitlinien sind die Märkte zwecks Anwendung von Punkt 68 der Regionalbeihilfeleitlinien normalerweise auf Ebene des EWR abzugrenzen.
67. Nach Auffassung Deutschlands ist der räumlich relevante Markt für Fahrzeuge ein globaler Markt, da die großen, international tätigen Automobilhersteller in globalem Wettbewerb zueinander stehen.
68. Zudem seien die zehn größten OEM mit ihren globalen Distributionssystemen und Vertriebsstandorten weltweit vertreten. Der VW-Konzern verfügt über Produktionsstandorte und Absatzgebiete, die sich auf Europa, Nord- und Südamerika, Afrika und Asien verteilen. Die großen OEM konkurrieren auch konzernintern bei Standortentscheidungen, denn hinsichtlich ihrer Standortauswahl sind sie nicht regional beschränkt.
69. Des Weiteren macht Deutschland geltend, dass bei sinkenden Transportkosten die Import- und Exportquoten kontinuierlich steigen. Jedes dritte in der EU produzierte Fahrzeug werde exportiert und jedes fünfte Fahrzeug sei importiert. Ferner nehme die Marktintegration auf globaler Ebene aufgrund von Zusammenschlüssen sowie der Gründung von Joint Ventures und anderer Formen der Kooperation weiter zu.
70. Zur Untermauerung des Arguments, dass es sich beim Automobilmarkt um einen globalen Markt handelt, übermittelte Deutschland Daten, aus denen hervorgeht, dass a)

(¹⁴) Entscheidung vom 29.4.2009 in der Beihilfesache N 635/08 — Italien — Großes Investitionsvorhaben — Fiat Sizilien (ABL C 219 vom 12.9.2009, S. 3); dort heißt es in Erwägungsgrund 76, dass zusätzlich zu zusammengefassten Segmenten auch das einzelne Segment, dem das in Rede stehende Modell zugeordnet wird, als möglicher sachlich relevanter Markt berücksichtigt werden sollte. Siehe auch C 31/09 (ex N 113/09) — Ungarn — Großes Investitionsvorhaben — Beihilfe für Audi Hungaria Motor Kft; dort wird in Erwägungsgrund 84 ebenfalls darauf hingewiesen, dass jedes der Segmente von A00 bis E einen plausiblen sachlich relevanten Markt bildet; in diesem Beschluss werden die Marktanteile für jedes einzelne Segment untersucht. Siehe auch die Entscheidung der Kommission vom 17.6.2009 in der Beihilfesache N 473/08 Ford España (ABL C 19 vom 26.1.2010, S. 5) und in der Beihilfesache N 767/07 Ford Craiova (ABL C 238 vom 17.9.2008, S. 4).

(¹⁵) SA.27913 — Staatliche Beihilfe C 31/09 — Ungarn — Großes Investitionsvorhaben — Beihilfe für Audi Hungaria Motor Kft.; Entscheidung vom 28.10.2009 (K(2009) 8131) in der Beihilfesache C 31/09 (ABL C 64 vom 16.3.2010, S. 15); Beschluss zur Ausweitung des Verfahrens vom 6. Juli 2010 (K(2010) 4474) in der Beihilfesache C 31/09 (ABL C 243 vom 10.9.2010, S. 4).

(¹⁶) SA30340 — C/11 (ex. N 38/10) — Großes Investitionsvorhaben — Fiat Powertrain Technologies Poland, Beschluss vom 9.2.2011 (ABL C 151 vom 21.5.2011, S. 5).

1.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Segment A								
EWR	[< 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %
Weltmarkt	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %
EWR/Nicht-EWR Europa	[< 25] %	[> 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %
Segment B								
EWR	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %	[> 25] %
Weltmarkt	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %
EWR- Nordamerika	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %
Segment A0 bis B								
EWR	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %
Weltmarkt	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %	[< 25] %

Quelle: POLK 05/2011; Weltmarkt-Daten: 9/2010

81. Aus diesen Angaben geht hervor, dass die Marktanteile in den Segmenten A und B im EWR 2015 den Schwellenwert von 25 % übersteigen werden. Im Segment B wird der Schwellenwert von 25 % bereits 2008 überschritten. Da der Beihilfeempfänger für mehr als 25 % des Verkaufs des betreffenden Produkts auf zwei plausiblen Märkten verantwortlich zu sein scheint, ist der Schwellenwert nach Punkt 68 Buchstabe a der Regionalbeihilfeleitlinien beim derzeitigen Sachstand überschritten.

Produktionskapazität

82. Die Kommission muss ferner prüfen, ob das Investitionsvorhaben mit Punkt 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien vereinbar ist. So ist zu prüfen, ob die durch das Investitionsvorhaben geschaffene Kapazität, die anhand von Daten über den sichtbaren Verbrauch des betroffenen Produkts berechnet wurde, mehr als 5 % des Marktvolumens beträgt und ob in diesem Fall die in den fünf Jahren vor der Investition verzeichneten mittleren Jahreszuwachsrate des sichtbaren Verbrauchs im selben Zeitraum über der mittleren jährlichen Wachstumsrate des Bruttoinlandsprodukts im EWR lagen.

83. Deutschland macht geltend, dass zur Bestimmung der sich aus dem geförderten Vorhaben ergebenden Kapazitätserhöhung ausschließlich die Nettokapazitätserhöhung zu berücksichtigen sei.

84. Wie aus Tabelle I hervorgeht, beträgt die Nettokapazitätserhöhung (technische Maximalkapazität) für das Segment A0 [...] Fahrzeuge pro Tag, für das Segment A [...] Fahrzeuge pro Tag und für das Segment B [...] Fahrzeuge pro Tag. Nachstehende Tabelle stellt diese Nettoerhöhung im Verhältnis zum sichtbaren Verbrauch im EWR im Jahr vor der Investition (2008) dar. Der nach Punkt 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien geltende Schwellenwert von 5 % bezüglich der Nettokapazitätserhöhung ist für das Segment A0 mit [...] % erkennbar überschritten. Deutschland hat eine Zusage des Beihilfeempfängers vorgelegt, der zufolge die Produktion des Beihilfeempfängers auf ein die technischen Möglichkeiten unterschreitendes Volumen beschränkt und [...] Fahrzeuge pro Tag nicht übersteigen wird. Das entspricht [...] % des sichtbaren Verbrauchs im EWR für Fahrzeuge des Segments A0. (Eine vergleichbare Zusage wurde auch für die maximale Produktionsmenge in den Segmenten A und B vorgelegt; nähere Angaben dazu in runden Klammern.)

Tabelle IV

Zusätzliche lokale Nettokapazität in % der auf dem Pkw-Markt produzierten Gesamtmenge in den relevanten Segmenten im Jahr 2008

Segment	Kapazität pro Tag vor der Investition	Technische Maximalkapazität pro Tag (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Kapazitätserhöhung pro Tag (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Anzahl Arbeitstage	Technische Höchstkapazität pro Jahr (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Sichtbarer Verbrauch im EWR (2008)	Kapazitätserhöhung (Zusage bezügl. Höchstmenge)
A0	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	4 588 499	[> 5] % ([< 5] %)
A	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	6 026 726	[< 5] % ([< 5] %)
B	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	2 841 047	[< 5] % ([< 5] %)

85. Beim derzeitigen Sachstand ist die Kommission jedoch nicht überzeugt, dass zur Anwendung des Kriteriums nach Punkt 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien die Nettokapazitätserhöhung statt der Bruttokapazitätserhöhung heranzuziehen ist. Zweck des Kriteriums ist die Bestimmung der Fälle, in denen eine eingehende Prüfung erforderlich ist, nicht jedoch die Vorwegnahme eines Ergebnisses zur Vereinbarkeit einer Beihilfe. Der Beihilfegesamtbetrag wird auf der Grundlage der Gesamtinvesti-

onskosten und nicht des für eine Kapazitätserhöhung erforderlichen Anteils der förderfähigen Kosten berechnet.

86. Tabelle V stellt die Nettokapazitätserhöhung in der in Rede stehenden Sache im Verhältnis zum sichtbaren Verbrauch im EWR im Jahr vor der Investition (2008) dar. Der nach Punkt 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien geltende Schwellenwert von 5 % wird auch in den Segmenten A und B erkennbar überschritten.

Tabelle V

Geschaffene Bruttokapazität in % der auf dem Pkw-Markt produzierten Gesamtmenge in den relevanten Segmenten im Jahr 2008

Segment	Kapazität pro Tag vor der Investition	Technische Maximalkapazität pro Tag (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Kapazitätserhöhung pro Tag (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Anzahl Arbeitstage	Technische Höchstkapazität pro Jahr (Zusage bezügl. Höchstmenge)	Sichtbarer Verbrauch im EWR (2008)	Kapazitätserhöhung (Zusage bezügl. Höchstmenge)
A0	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	4 588 499	[> 5]% ([< 5] %)
A	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	6 026 726	[> 5]% ([> 5] %)
B	[...]	[...] ([...])	[...] ([...])	230	[...] ([...])	2 841 047	[> 5]% ([> 5] %)

87. Ohne ihrem Ergebnis zur Verwendung der Netto- oder der Bruttokapazitätserhöhung im Rahmen des förmlichen Prüfverfahrens vorzugreifen, kann die Kommission beim derzeitigen Verfahrensstand nicht ausschließen, dass der Schwellenwert nach Punkt 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien überschritten ist.

über 5 % des sichtbaren Verbrauchs des betreffenden Produkts hinausgehenden Kapazitätserhöhung führen wird.

88. Daher muss die Kommission anhand der mittleren Jahreszuwachsrate (Compound Annual Growth Rate — CAGR) des sichtbaren Verbrauchs des betreffenden Produkts feststellen, ob sich der Markt im EWR unterdurchschnittlich entwickelt. Deutschland hat hierzu folgende Angaben gemacht:

4. WETTBEWERBSRECHTLICHE BEDENKEN UND GRÜNDE FÜR DIE ERÖFFNUNG DES VERFAHRENS

91. Aus vorstehend dargelegten Gründen zweifelt die Kommission nach einer vorläufigen Prüfung daran, dass die angemeldete Beihilfe die in Punkt 68 der Regionalbeihilfeleitlinien genannten Schwellenwerte einhält.

92. Die Kommission stimmt in folgenden Punkten nicht mit Deutschland überein:

EWR	2008	2003	CAGR
A0	4 588 499	4 912 580	- 1,36 %
A	6 026 726	5 841 504	0,63 %
B	2 841 047	3 459 067	- 3,86 %
A0 bis B	13 456 272	14 213 151	- 1,09 %

Quelle: POLK 05/2011

a) Abgrenzung des sachlich relevanten Markts für die in Rede stehenden Pkw-Modelle: Beim derzeitigen Sachstand zweifelt die Kommission daran, dass anstelle der einzelnen Pkw-Segmente A0, A und B (POLK-Segmentierung) die vorgeschlagene Segmentgruppe als sachlich relevanter Markt angesehen werden kann.

b) Abgrenzung des räumlich relevanten Marktes: Beim derzeitigen Sachstand zweifelt die Kommission daran, dass der räumliche Markt im Fahrzeugsegment allgemein und in den in Rede stehenden Segmenten größer als der EWR-Markt ist.

89. Wie zu erkennen ist, lag die mittlere Jahreszuwachsrate in jedem Segment unter der mittleren Jahreszuwachsrate des BIP im EWR im selben Zeitraum (d. h. unter 2,23 %).

93. Ferner bleibt für die Kommission offen, ob leichte Nutzfahrzeuge (LCV) demselben sachlichen Markt/Produktmarkt angehören wie Pkw (PCV) ⁽¹⁷⁾.

90. Folglich kann die Kommission beim derzeitigen Sachstand nicht ausschließen, dass das Investitionsvorhaben in einem Markt mit unterdurchschnittlicher Entwicklung zu einer

⁽¹⁷⁾ Siehe Erwägungsgrund (58).

94. Angesichts der Tatsache, dass die betreffenden Märkte sich unterdurchschnittlich entwickeln und in relativen bzw. absoluten Zahlen schrumpfen, erinnert die Kommission an dieser Stelle nochmals an die bereits zum Ausdruck gebrachten Zweifel, dass die durch das Investitionsvorhaben geschaffene und durch Daten über den sichtbaren Verbrauch belegte Kapazitätserhöhung nicht 5 % des Marktvolumens vor der Investition übersteigt. Nach Punkt 70 der Regionalbeihilfeleitlinien obliegt die Beweislast dafür, dass die unter Punkt 68 Buchstaben a und b genannten Schwellenwerte nicht überschritten sind, dem Mitgliedstaat.
95. Des Weiteren fragt sich die Kommission, ob ein am selben Produktionsstandort parallel laufendes gefördertes Investitionsvorhaben, in dessen Rahmen Pressteile hergestellt werden, die auch in den in Rede stehenden Fahrzeugen zum Einsatz kommen sollen, nicht zusammen mit dem in Rede stehenden Investitionsvorhaben eine Einzelinvestition bildet.
96. Folglich ist die Kommission verpflichtet, alle erforderlichen Konsultationen durchzuführen und daher das Verfahren nach Artikel 108 Absatz 2 AEUV zu eröffnen. Beteiligte, auf die sich die Gewährung der Beihilfe auswirken kann, erhalten auf diese Weise Gelegenheit zur Stellungnahme. Die Kommission wird in ihrem abschließenden Beschluss sowohl die Angaben des betreffenden Mitgliedstaats als auch die von Beteiligten übermittelten Informationen berücksichtigen.
97. Sollte es der Kommission anhand der Stellungnahmen, die zur Eröffnung des förmlichen Prüfverfahrens eingehen, nicht möglich sein, zweifelsfrei festzustellen, dass die in Punkt 68 Buchstaben a und b genannten Schwellenwerte nicht überschritten werden, wird sie eine eingehende Prüfung des Investitionsvorhabens auf der Grundlage der Mitteilung der Kommission betreffend die Kriterien für die eingehende Prüfung staatlicher Beihilfen mit regionaler Zielsetzung zur Förderung großer Investitionsvorhaben durchführen⁽¹⁸⁾.
98. Der Mitgliedstaat und die Beteiligten werden aufgefordert, in ihren Stellungnahmen zum Eröffnungsbeschluss alle Angaben zu übermitteln, die für eine eingehende Prüfung erforderlich sind, und, wie in der Mitteilung beschrieben, alle geeigneten Informationen und Unterlagen vorzulegen.
99. Auf der Grundlage der zu den genannten Aspekten übermittelten Informationen wird die Kommission die positiven und negativen Auswirkungen der Beihilfe abwägen, indem sie die Auswirkungen insgesamt in einer Weise prüft, die den Abschluss des förmlichen Prüfverfahrens erlaubt.

5. BESCHLUSS

100. Aus vorstehenden Gründen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens nach Artikel 108 Absatz 2 AEUV auf, innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens Stellung zu nehmen und alle für die Würdigung der Beihilfemaßnahme sachdienlichen Informationen zu übermitteln. Deutschland wird aufgefordert, unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens an den potenziellen Beihilfeempfänger weiterzuleiten.
101. Die Kommission erinnert Deutschland an die aufschiebende Wirkung von Artikel 108 Absatz 3 AEUV und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen unter Umständen vom Empfänger zurückzufordern sind.
102. Die Kommission weist Deutschland darauf hin, dass sie die Beteiligten durch Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer aussagekräftigen Zusammenfassung dieses Schreibens im *Amtsblatt der Europäischen Union* von dem Vorgang in Kenntnis setzen wird. Außerdem wird sie die Beteiligten in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum *Amtsblatt der Europäischen Union* und die EFTA-Überwachungsbehörde durch die Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens in Kenntnis setzen. Alle Beteiligten werden aufgefordert, innerhalb eines Monats ab dem Datum dieser Veröffentlichung Stellung zu nehmen.»

⁽¹⁸⁾ Mitteilung der Kommission betreffend die Kriterien für die eingehende Prüfung staatlicher Beihilfen mit regionaler Zielsetzung zur Förderung großer Investitionsvorhaben (ABl. C 223 vom 16.9.2009, S. 3).

Notification préalable d'une concentration**(Affaire COMP/M.6414 — Itochu/Tessenderlo Chemie/Siemens Project Ventures/T-Power JV)****Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 361/10)

1. Le 5 décembre 2011, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Power Kerstel Limited («Kerstel», Angleterre/Pays de Galles), filiale à 100 % d'Itochu Corporation («Itochu», Japon), l'entreprise Tessenderlo Chemie N.V. («TC», Belgique) et l'entreprise Siemens Project Ventures GmbH («SPV», Allemagne), filiale de Siemens AG («Siemens», Allemagne), acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement CE sur les concentrations, le contrôle en commun de l'entreprise T-Power N.V. («T-Power», Belgique), par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- Itochu/Kerstel: société holding regroupant des entreprises qui exercent leurs activités dans un grand nombre de domaines, notamment les projets énergétiques,
- TC: fabrication de produits de spécialité,
- Siemens/SPV: investissements et développement de grands projets d'infrastructures, y compris la production d'équipements destinés au secteur de l'électricité,
- T-Power: production et vente en gros d'électricité en Belgique.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement CE sur les concentrations. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement CE sur les concentrations ⁽²⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie (+32 22964301), par courrier électronique à l'adresse COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu ou par courrier postal, sous la référence COMP/M.6414 — Itochu/Tessenderlo Chemie/Siemens Project Ventures/T-Power JV, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des concentrations
J-70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1 (le «règlement CE sur les concentrations»).

⁽²⁾ JO C 56 du 5.3.2005, p. 32 (la «communication sur une procédure simplifiée»).

Prix d'abonnement 2011 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 100 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + DVD annuel	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	770 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, DVD mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	400 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), DVD, une édition par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	300 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un DVD multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>

